

A quelques semaines des élections présidentielles brésiliennes, les favoris semblent être deux candidates, deux femmes. Parallèlement, une question semble se soulever depuis quelques années : peut-on réellement parler d'une féminisation du paysage politique en Amérique Latine ? L'histoire de cette région est marquée par plusieurs noms de femmes chefs d'Etat, mais ces pays sont-ils pour autant des modèles en terme d'égalité de genre sur le plan social ?

Si entre les années 1930 et 1960, les latino-américaines ont pu pour la première fois exercer leur droit de vote, lors de ces dernières décennies, plusieurs femmes se sont retrouvées à la tête de multiples pays d'Amérique Latine. Alors qu'Isabel Martinez Peron est la première femme au monde à devenir présidente d'une République en 1974, aujourd'hui, le chef de l'Etat argentin est encore une femme, Cristina Kirchner, depuis 2007. Après Violeta Chamorro en 1990 au Nicaragua, Mireya Moscoso devient présidente du Panama en 1999 et Laura Chinchilla sera la première présidente du Costa Rica en 2010.

Ex-présidente de l'ONU femme, Michelle Bachelet est actuellement à la tête du Chili et a été une des actrices du premier duel féminin lors d'élection présidentielle en Amérique Latine face à Evelyn Matthei. S'ajoutant à la transition démocratique de nombreux pays latino-américains, la Conférence mondiale sur les femmes organisée par l'ONU à Pékin en 1995 a accompagné cette féminisation de la vie politique. Tout d'abord héritières de leur mari, les femmes ont réussi à prouver aujourd'hui qu'elles pouvaient aussi être élues directement par le peuple.

L'émergence foisonnante de mouvements féministes sur ce territoire a su porter la question de la parité dans le débat politique. Si aujourd'hui, la parité homme-femme n'est pas parfaite, les taux de représentation de femmes dans les pouvoirs exécutifs et les assemblées parlementaires sont relativement élevés dans la région, notamment au Mexique, au Nicaragua et à Cuba. La mise en place de lois sur les quotas, telle que celle de 1991 en Argentine, a montré son efficacité, bien que des pays tels que le Brésil figurent parmi les plus mauvais élèves.

Pour autant, les femmes bénéficient-elles d'une bonne protection, d'une amélioration de leurs conditions de vie et d'une valorisation de leur place dans la société ? Ayant ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les

pays d'Amérique Latine laissent encore apparaître une culture profondément marquée par le machisme et le poids de l'Église. L'Interruption Volontaire de Grossesse est encore interdit, sauf exceptions, dans grand nombre de pays d'Amérique Latine, bien que des femmes en soient les chefs d'Etat. Encore victimes de sérieuses inégalités et exclusions sociales, les femmes sont touchées par un taux de féminicide alarmant dans certaines zones. De plus, selon l'Organisation Panaméricaine de la Santé, un quart des femmes de la région d'Amérique Latine seraient victime de violences.

L'année 2014 est marquée par le 20e anniversaire de la signature de la Convention de Belém do Pará, Convention inter-américaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme. Et dans ce contexte, rythmé par Beijing +20, il semble important de soulever ces problèmes. Les femmes latino-américaines, jouent un rôle qui est loin d'être négligeable dans les luttes sociales, notamment à travers de nombreuses organisations et associations. C'est notamment le cas en Argentine, pays dans lequel va s'organiser au mois d'octobre la 29e édition de l'« Encuentro nacional de mujeres », une rencontre nationale lors de laquelle plus de 25 000 femmes de tous les horizons, toutes les classes sociales, tous les partis politiques et tous les profils sont attendues. A cette occasion, des dizaines de thèmes touchant les femmes seront l'objet de débats et discussions, parmi lesquels figurent « les femmes et la violence », « les femmes, le pouvoir et la politique », « les femmes et les Droits de l'Homme », « les femmes et l'éducation », ou encore « la féminisation de la pauvreté ». Selon les organisatrices, ces réunions ont été d'une aide de taille concernant la lutte pour les droits des femmes et l'amélioration de leur statut dans la société et la vie politique.

Si l'Amérique Latine présente quelques aspects qu'il paraît bon de prendre pour modèle en ce qui concerne la place des femmes dans la politique, il reste à cette zone géographique un chemin à parcourir qu'on ne saurait négliger, avant que l'égalité de genre ne soit atteinte. Les droits des femmes sont au centre de nombreuses attentions, espérons alors que tous ces efforts porteront rapidement leurs fruits, pour un avenir dans lequel le non-respect de la parité, et des droits des femmes ainsi que l'inégalité de genre ne soient plus que de mauvais souvenirs.

Source: [IknowPolitics](#)